



Communiqué de presse

Sarkozy/école : « massacre à la tronçonneuse »

Le chef de l'État a présenté hier ses vœux à la communauté éducative. Le candidat Sarkozy a annoncé un saccage en bonne et due forme de l'Ecole. : un véritable massacre à la tronçonneuse !

En prenant comme modèle d'exemplarité, l'autonomie des universités, pour faire de même avec l'École, le pire est à venir.

L'évaluation des enseignants par les chefs d'établissement est une étape fondamentale dans la casse des métiers de l'éducation. Elle instaure la concurrence entre les personnels éducatifs et transforme les chefs d'établissement en managers, sans qu'ils en aient la compétence. Comment donner aux enseignants les moyens intellectuels de transmettre des savoirs si leur liberté pédagogique est une fois de plus mise à mal ?

Avec l'autonomie des établissements, la volonté de Nicolas Sarkozy est claire : créer des établissements scolaires de différents niveaux et ainsi provoquer des apprentissages différents en fonction des moyens de ces établissements.

Nicolas Sarkozy a posé aujourd'hui une pierre de plus dans la construction d'une école inégalitaire : une école dans laquelle les chefs d'établissements, devenus petits patrons d'établissements autonomes et concurrentiels, pourront recruter des personnels plus ou moins formés et décider de leurs projets pédagogiques, en fonction des moyens financiers des collectivités locales, des entreprises ou même des parents.

L'ambition que le PCF et ses partenaires du Front de gauche ont pour l'École n'est pas celle de mettre en avant les plus méritants en laissant les autres de côté, mais bien de permettre la réussite de tous les élèves, de transmettre à tous une culture commune ambitieuse.

Cela nécessite un service public national, assurant un accès aux savoirs égal sur tout le territoire, des personnels maîtrisant leur métier (formations initiales ambitieuses, développement de la formation continue), des équipes pédagogiques et éducatives sous statut de la fonction publique d'État pour garantir l'égalité dans tout le pays et enfin, l'arrêt des suppressions de postes et des recrutements à la hauteur des besoins.

Caen le 6 janvier 2012